

Vu l'urgence;
Considérant que l'urgence se justifie par des considérations budgétaires;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Article 1er. A l'article 4, § 1er, 1^o et 2^o, de l'arrêté royal du 6 mars 1980 relatif à l'exportation de denrées alimentaires et d'autres produits, modifié par les arrêtés royaux des 18 mai 1982 et 3 février 1987, les redevances de 500 F et 200 F sont remplacées respectivement par 1 500 F et 1 000 F.

Art. 2. L'article 4, § 3, de l'arrêté royal précité du 6 mars 1980, modifié par l'arrêté royal du 3 février 1987, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Overwegende dat de dringende noodzaak gerechtvaardigd is door budgettaire overwegingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, 1^o en 2^o, van het koninklijk besluit van 6 maart 1980 betreffende de uitvoer van voedingsmiddelen en andere produkten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 18 mei 1982 en 3 februari 1987, worden de vergoedingen, 500 F en 200 F respectievelijk door 1 500 F en 1 000 F vervangen.

Art. 2. Artikel 4, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 6 maart 1980, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 februari 1987, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 93 — 395

11 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment les articles 2, § 5, inséré par l'arrêté royal du 22 février 1991, 37bis, § 2, inséré par l'arrêté royal du 8 janvier 1993 et 65;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 novembre 1990 modifiant, en ce qui concerne plus particulièrement l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, les directives 73/239/CEE et 88/357/CEE qui portent coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie (90/618/CEE);

Vu la deuxième directive du Conseil des Communautés européennes du 8 novembre 1990 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe sur la vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 79/267/CEE (90/619/CEE);

Vu la consultation de la Commission des Assurances;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Au sens du présent arrêté et des règlements pris en application de celui-ci, on entend par :

1. la loi ; la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 93 — 395

11 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op de artikelen 2, § 5, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 februari 1991, 37bis, § 2, ingevoegd bij koninklijk besluit van 8 januari 1993 en 65;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 november 1990 tot wijziging, met name wat de wettelijke aansprakelijkheidsverzekering motorrijtuigen betreft, van richtlijn 73/239/EEG en richtlijn 88/357/EEG tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe verzekeringsbedrijf, met uitzondering van de levensverzekeringsbranche (90/618/EEG);

Gelet op de tweede richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 november 1990 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het directe levensverzekeringsbedrijf, tot vaststelling van de bepalingen ter bevordering van de daadwerkelijke uitoefening van het vrij verrichten van diensten en houdende wijziging van Richtlijn 79/267/EEG (90/619/EEG);

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Artikel van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. In dit besluit en in de in uitvoering ervan genomen verordeningen wordt bedoeld met :

1. de wet ; de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

2. la Communauté : la Communauté économique européenne (CEE);

3. l'Office : l'Office de Contrôle des Assurances institué par la loi;

4. les entreprises belges : les entreprises dont le siège social est situé en Belgique;

5. les entreprises communautaires : les entreprises dont le siège social est situé dans un Etat membre de la Communauté;

6. les entreprises de pays tiers : les entreprises dont le siège social est situé hors de la Communauté;

7. les grands risques :

1° les risques relevant des branches 4, 5, 6, 7, 11 et 12 de l'Annexe I du présent arrêté;

2° les risques relevant des branches 14 et 15 de l'Annexe I du présent arrêté lorsque le preneur exerce à titre professionnel une activité industrielle, commerciale ou libérale et que le risque est relatif à cette activité;

3° les risques relevant des branches 3, 8, 9, 10, 13 et 16 de l'Annexe I du présent arrêté pour autant que le preneur d'assurance dépasse au moins deux des trois critères suivants :

- total du bilan : 266,75 millions de francs;
- montant net du chiffre d'affaires : 550,70 millions de francs;
- nombre de membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice : 250.

Si le preneur fait partie d'un ensemble d'entreprises pour lequel des comptes consolidés sont établis conformément à la directive de la Communauté 83/349/CEE, les critères mentionnés ci-dessus sont appliqués sur la base des comptes consolidés;

4° les risques relevant des branches visées au point 3° lorsqu'ils sont assurés par des coentreprises et des associations momentanées, pour autant que l'une des entreprises dépasse au moins deux des trois critères fixés au point 3°, ou par des associations professionnelles de personnes exerçant une profession libérale pour autant que les risques assurés soient inhérents à l'exercice de cette profession;

8. la libre prestation de services : l'activité par laquelle une entreprise communautaire couvre à partir de son siège ou d'un établissement situés dans un Etat membre de la Communauté des risques situés dans un autre Etat membre.

La libre prestation de services est dite « passive » ou « active » lorsque, en ce qui concerne la couverture de risques relevant du groupe d'activités « vie », le preneur a respectivement pris l'initiative de la souscription du contrat ou n'a pas pris cette initiative.

Le preneur est réputé avoir pris l'initiative lorsque, d'une part, le contrat est souscrit par les deux parties dans l'Etat membre où l'entreprise d'assurances est établie ou par l'entreprise d'assurances dans l'Etat membre où elle a son établissement et par le preneur dans l'Etat membre où il a sa résidence habituelle ou son établissement et que, d'autre part, le preneur n'a pas été contacté dans ce dernier Etat membre, par l'entreprise d'assurances ni au moyen d'un intermédiaire d'assurance ou d'une personne mandatée par elle ni au moyen d'une promotion commerciale qui lui a été adressée personnellement.

Toutefois, pour ce qui concerne la couverture en libre prestation de services de risques relevant du groupe d'activités « vie », situés en Belgique, le preneur est réputé n'avoir pas pris l'initiative lorsqu'il s'adresse à un intermédiaire établi en Belgique afin de se procurer des informations sur des contrats d'assurances offerts par des entreprises établies dans les autres Etats membres de la Communauté ou en vue de souscrire un contrat par cet intermédiaire auprès d'une de ces entreprises;

9. la coassurance communautaire : la coassurance telle que visée dans la directive du Conseil de la Communauté du 30 mai 1978 (78/473/CEE), portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance communautaire;

10. l'Ecu : chaque fois que le présent arrêté fait référence à l'Ecu, la contrevalleur en monnaie nationale à prendre en considération à partir du 31 décembre de chaque année est celle du dernier jour du mois d'octobre précédent pour lequel sont disponibles les contrevaleurs de l'Ecu dans toutes les monnaies de la Communauté, telle qu'elle fait l'objet d'une publication au *Journal Officiel de la Communauté*.

2. de Gemeenschap : de Europese Economische Gemeenschap (EEG);

3. de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door de wet;

4. de Belgische ondernemingen : de ondernemingen waarvan de maatschappelijke zetel in België gevestigd is;

5. de ondernemingen van de Gemeenschap : de ondernemingen waarvan de maatschappelijke zetel in een lid-Staat van de Gemeenschap gevestigd is;

6. de ondernemingen van derde landen : de ondernemingen waarvan de maatschappelijke zetel buiten de Gemeenschap gevestigd is;

7. de grote risico's :

1° de risico's behorende tot de takken 4, 5, 6, 7, 11 en 12 van de Bijlage I van dit koninklijk besluit;

2° de risico's behorende tot de takken 14 en 15 van de Bijlage I van dit besluit wanneer de verzekeringnemer in het kader van een bedrijf of beroep een industriële of commerciële activiteit dan wel een vrij beroep uitoefent en het risico daarop betrekking heeft;

3° de risico's behorende tot de takken 3, 8, 9, 10, 13 en 16 van de Bijlage I van dit besluit voor zover de verzekeringnemer ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijdt :

- balanstotaal : 266,75 miljoen frank;
- netto-omzet : 550,70 miljoen frank;
- gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar : 250.

Wanneer de verzekeringnemer deel uitmaakt van een groep ondernemingen waarvan de geconsolideerde jaarrekening overeenkomstig de richtlijn van de Gemeenschap 83/349/EEG wordt opgesteld, worden de bovengenoemde criteria op basis van de geconsolideerde rekening toegepast;

4° de risico's behorende tot de in punt 3° bedoelde takken wanneer ze worden verzekerd door joint ventures en tijdelijke verenigingen voor zover één van die ondernemingen minstens twee van de drie in punt 3° bepaalde criteria overschrijdt, of door beroepsverenigingen van personen die een vrij beroep uitoefenen voor zover de verzekerde risico's inherent zijn aan de uitoefening van dat beroep;

8. de vrije dienstverrichting : de activiteit waarbij een onderneming uit de Gemeenschap vanuit haar zetel of vanuit een vestiging, gelegen in een lid-Staat van de Gemeenschap, in een andere lid-Staat gelegen risico's dekt.

De vrije dienstverrichting wordt « passief » of « actief » genoemd wanneer, bij het dekken van risico's behorende tot de groep van activiteiten « leven », de verzekeringnemer respectievelijk het initiatief tot onderschrijven van de overeenkomst heeft genomen of dat initiatief niet heeft genomen.

De verzekeringnemer wordt geacht het initiatief te hebben genomen wanneer, enerzijds, de overeenkomst door beide partijen wordt gesloten in de lid-Staat waar de verzekeringsonderneming is gevestigd of door de verzekeringsonderneming in de lid-Staat waar zij haar vestiging heeft en door de verzekeringnemer in de lid-Staat waar hij zijn gewone verblijfplaats of zijn vestiging heeft en, anderzijds, met de verzekeringnemer geen contact werd opgenomen in die laatste lid-Staat door de verzekeringsonderneming door middel van een verzekeringstussenpersoon of een door de onderneming gemachtigde persoon of door middel van aan hem persoonlijk toegezonden reclamemateriaal.

Voor het dekken van in België gelegen risico's die behoren tot de groep van activiteiten « leven » wordt de verzekeringnemer evenwel geacht het initiatief niet te hebben genomen wanneer hij zich richt tot een tussenpersoon die gevestigd is in België ten einde inlichtingen in te winnen over verzekeringsovereenkomsten die worden aangeboden door ondernemingen die gevestigd zijn in andere lid-Staten van de Gemeenschap of om via die tussenpersoon bij één van die ondernemingen een contract te onderschrijven;

9. de communautaire medeverzekering : de medeverzekering zoals bedoeld in de richtlijn van de Raad van de Gemeenschap van 30 mei 1978 (78/473/EEG), tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen op het gebied van de communautaire medeverzekering;

10. de Ecu : telkens wanneer in dit besluit de Ecu wordt vermeld, is de vanaf 31 december van elk jaar in aanmerking te nemen tegenwaarde in nationale valuta die welke geldt op de laatste dag van de voorgaande maand oktober waarvoor de tegenwaarde van de Ecu in alle valuta's van de Gemeenschap beschikbaar is, zoals ze wordt bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Gemeenschap*.

§ 2. Un article 1 bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 1 bis. Pour l'application de l'article 37 bis, § 1er de la loi, on entend par :

« entreprise mère » : une entreprise mère au sens des articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 14 octobre 1991 relatif à la définition des notions de société mère et de société filiale pour l'application des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

« entreprise filiale » : une entreprise filiale au sens des articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 14 octobre 1991 précité; toute entreprise filiale d'une entreprise filiale est aussi considérée comme une filiale de l'entreprise mère qui est à la tête de ces entreprises. »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté royal est abrogé.

Art. 3. L'article 15 du même arrêté royal est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Si le preneur d'assurance résilie son contrat en application de l'article 25, alinéa 6 de la loi, cette résiliation prend effet trente jours après l'envoi de la lettre de résiliation ou à la date de l'échéance annuelle de la prime si elle est antérieure à la date d'expiration des trente jours précités. »

Art. 4. § 1er. Dans l'article 20, § 1er du même arrêté royal, les mots « Pour ce qui concerne la souscription de contrats relatifs à des risques autres que les grands risques situés dans un autre pays de la Communauté qui subordonne cette activité à un agrément » sont remplacés par les mots « Pour ce qui concerne la souscription en libre prestation de services de contrats relevant des branches « non vie », dans un Etat membre qui subordonne cette activité à un agrément ».

§ 2. L'article 20, § 1er du même arrêté royal est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Il en est de même pour la souscription en libre prestation de services de tous les contrats relevant de la branche R.C. véhicules terrestres automoteurs, à l'exception de la responsabilité du transporteur, lorsque le pays du risque l'impose. »

§ 3. Dans l'article 20 du même arrêté royal, un paragraphe § 1er bis rédigé comme suit, est inséré :

« § 1er bis. Pour ce qui concerne la souscription en libre prestation de services de contrats relevant des branches « vie », dans un Etat membre qui subordonne cette activité à un agrément, le montant des réserves ou provisions techniques, y compris les provisions mathématiques, afférentes à ces contrats, la représentation de celles-ci et la localisation des valeurs représentatives, ainsi que les règles relatives à la participation aux bénéfices et aux valeurs de rachat et de réduction, sont déterminés selon les règles du pays du risque, sans toutefois que le montant de ces réserves puisse être inférieur au montant obtenu par l'application des règles belges. »

§ 4. L'article 20, § 2, du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Pour ce qui concerne la souscription de contrats relatifs à des risques situés dans un pays tiers, le montant des réserves ou provisions techniques, la représentation de celles-ci et la localisation des valeurs représentatives sont déterminés selon les règles du pays du risque si celui-ci impose ses propres règles, sans toutefois que le montant de ces réserves puisse être inférieur au montant obtenu par l'application des règles belges. »

Art. 5. § 1er. L'article 21, § 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les entreprises belges doivent communiquer à l'Office, pour les opérations effectuées en libre prestation de services, le montant des primes, sans déduction de réassurance, émises par pays.

Pour les contrats « non-vie », ces informations sont fournies par groupe de branches et de manière séparée pour les grands risques et les autres risques. Les groupes de branches sont définis comme suit :

- accident et maladie (1 et 2);
- assurance automobile (3, 7 et 10; les chiffres relatifs à la branche 10, à l'exclusion de la responsabilité du transporteur, seront précisés);
- incendie et autres dommages aux biens (8 et 9);
- assurances aviation, maritimes et transport (4, 5, 6, 7, 11 et 12);
- responsabilité civile générale (13);
- crédit et caution (14 et 15);
- autres branches (16, 17 et 18).

§ 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1 bis ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Artikel 1 bis. Voor de toepassing van artikel 37 bis, § 1 van de wet, wordt verstaan onder :

« moederonderneming » : een moederonderneming in de zin van de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1991 tot bepaling van de begrippen moederverenootschap en dochterverenootschap voor de toepassing van de gecoördineerde wetten op de handelsverenootschappen;

« dochteronderneming » : een dochteronderneming in de zin van de artikelen 1 en 2 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 14 oktober 1991; elke dochteronderneming van een dochteronderneming wordt ook beschouwd als een dochteronderneming van de moederonderneming die aan het hoofd van die ondernemingen staat. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een § 3 die luidt als volgt :

« § 3. Wanneer de verzekeringnemer in toepassing van artikel 25, lid 6 van de wet zijn overeenkomst opzegt, gaat die opzeg in dertig dagen na het verzenden van de opzegbrief of op de jaarlijkse premieervaldag wanneer deze vóór de einddatum van de voornoemde dertig dagen valt. »

Art. 4. § 1. In artikel 20, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Voor de onderschrijving van overeenkomsten met betrekking tot risico's, andere dan grote risico's, in een ander land van de Gemeenschap, dat die activiteit aan een toelating onderwerpt », vervangen door de woorden « Voor de onderschrijving in vrije dienstverrichting van overeenkomsten behorend tot de takken « niet-leven », in een lid-Staat, die die activiteit aan een toelating onderwerpt ».

§ 2. Artikel 20, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld door een lid, dat luidt als volgt :

« Hetzelfde geldt voor de onderschrijving in vrije dienstverrichting van alle overeenkomsten, behorend tot de tak B.A. motorrijtuigen, met uitzondering van de aansprakelijkheid van de vervoerder, wanneer het land van het risico dat oplegt. »

§ 3. In artikel 20 van hetzelfde koninklijk besluit wordt een paragraaf 1 bis ingevoegd, die luidt als volgt :

« § 1 bis. Voor de onderschrijving in vrije dienstverrichting van overeenkomsten behorende tot de takken « leven », in een lid-Staat die die activiteit aan een toelating onderwerpt, worden het bedrag van de technische reserves of provisies, met inbegrip van de wiskundige provisies, die op die overeenkomsten betrekking hebben, de dekking ervan en de localisatie van de dekkingswaarden, alsmede de regels inzake de winstdeling en de afkoop- en reductiewaarden, bepaald volgens de regels van het land van het risico, zonder dat evenwel het bedrag van die reserves lager mag liggen dan het bedrag bekomen bij toepassing van de Belgische regels. »

§ 4. Artikel 20, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de onderschrijving van de overeenkomsten betreffende in een derde land gelegen risico's wordt het bedrag van de technische reserves of provisies, de dekking ervan en de localisatie van de dekkingswaarden vastgesteld volgens de regels van het land van het risico indien dat land zijn eigen regels oplegt, zonder dat evenwel het bedrag van die reserves lager mag liggen dan het bedrag bekomen bij toepassing van de Belgische regels. »

Art. 5. § 1. Artikel 21, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Belgische ondernemingen dienen aan de Controledienst per land voor de verrichtingen in vrije dienstverrichting het bedrag van de uitgegeven premies, zonder aftrek van de herverzekering, mee te delen.

Voor de overeenkomsten « niet-leven » worden die inlichtingen verstrekt per groep van takken en afzonderlijk voor de grote risico's en voor de andere risico's. De groepen van takken worden als volgt bepaald :

- ongevallen en ziekte (1 en 2);
- motorrijtuigenverzekering (3, 7 en 10; de cijfers met betrekking tot tak 10, met uitzondering van de aansprakelijkheid van de vervoerder, worden gespecificeerd);
- brand en andere schade aan goederen (8 en 9);
- luchtvaart-, zee- en transportverzekering (4, 5, 6, 7, 11 en 12);
- algemene burgerlijke aansprakelijkheid (13);
- krediet en borgtocht (14 en 15);
- andere takken (16, 17 en 18).

Pour les contrats « vie », ces informations sont fournies par branche et de manière séparée pour les contrats souscrits en libre prestation de services active et pour ceux souscrits en libre prestation de services passive. »

§ 2. Dans les §§ 2 et 3 de l'article 21 du même arrêté royal, le mot « § 1er » est remplacé par les mots « § 1er, alinéa 2 ».

Art. 6. L'article 29 du même arrêté royal est complété par les mots suivants :

« sans toutefois que le montant de ces réserves puisse être inférieur au montant obtenu par l'application des règles belges. »

Art. 7. § 1er. A l'article 31 du même arrêté royal, les deuxième et troisième tirets sont supprimés.

§ 2. A l'article 31 du même arrêté royal, le dernier tiret est remplacé par le tiret suivant :

« — n° 27 ».

Art. 8. L'intitulé de la Section II du Chapitre VI du même arrêté royal est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section II. — Règles applicables à la souscription en libre prestation de services de contrats relevant des branches « non-vie ». »

Art. 9. Dans le même arrêté royal, le titre suivant est inséré entre l'intitulé de la Section II et l'article 32 :

« Sous-section I. — Règles applicables à la couverture des risques autres que les grands risques. »

Art. 10. L'article 32 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. § 1er. Une entreprise communautaire ne peut pas couvrir en libre prestation de services des risques situés en Belgique, autres que des grands risques, relevant d'une branche pour laquelle elle n'est pas agréée dans son Etat d'établissement. »

§ 2. Une entreprise communautaire qui dispose d'un établissement en Belgique ne peut pas couvrir en libre prestation de services des risques situés en Belgique, autres que des grands risques, relevant d'une branche pour laquelle l'établissement belge est déjà agréé. »

Art. 11. L'article 33, alinéa 1er du même arrêté royal, est remplacé par la disposition suivante :

« Les articles 12 § 3, 15 § 3, 21 § 1er, alinéas 1, 2 et 4, 22 § 2, 23 et 27 de la loi ne sont pas applicables à l'activité visée à la présente sous-section. De plus, pour ce qui concerne cette activité, les dispositions de l'article 26 § 2 de la loi sont remplacées par les dispositions de l'alinéa suivant. »

Art. 12. § 1er. L'article 34, § 1er du même arrêté royal est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o pour autant que la requête porte sur l'exercice de l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs :

— la preuve de l'association au Bureau et au Fonds commun de garantie visés aux articles 49 et 50 de la loi;

— le nom et l'adresse du représentant désigné conformément à l'article 34bis du présent arrêté. »

§ 2. L'article 34 du même arrêté royal est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Toute modification aux indications visées au § 1er, 3^o et 4^o doit être communiquée à l'Office. »

Art. 13. Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Article 34bis. § 1er. Les entreprises qui pratiquent l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs doivent désigner un représentant ayant son domicile ou sa résidence en Belgique. Il réunit toutes les informations nécessaires en relation avec les dossiers d'indemnisation. Il dispose de pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise auprès des personnes qui ont subi un préjudice et qui peuvent réclamer une indemnisation, et pour effectuer le paiement qui en découle. Il dispose aussi des pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise devant les tribunaux et les autorités belges en ce qui concerne les demandes précitées ou, si cela est nécessaire, pour la faire représenter. »

Le représentant doit également disposer du pouvoir de représenter l'entreprise devant les autorités compétentes belges pour ce qui est du contrôle de l'existence et de la validité de contrats relatifs à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

Le représentant ne peut se livrer à aucune opération d'assurance directe pour le compte de l'entreprise qui l'a désigné.

Voor de overeenkomsten « leven » worden die inlichtingen verstrekt per tak en afzonderlijk voor de overeenkomsten onderschreven in actieve vrije dienstverrichting en voor die onderschreven in passieve vrije dienstverrichting. »

§ 2. In de §§ 2 en 3 van artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord « § 1' » vervangen door de woorden « § 1, lid 2 ».

Art. 6. Artikel 29 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met de volgende woorden :

« zonder dat evenwel het bedrag van die reserves lager mag liggen dan het bedrag bekomen bij toepassing van de Belgische regels. »

Art. 7. § 1. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit worden het tweede en derde streepje geschrapt.

§ 2. In artikel 31 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het laatste streepje vervangen door het volgend streepje :

« — nr. 27 ».

Art. 8. Het opschrift van de Afdeling II van Hoofdstuk VI van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Afdeling II. — Regels van toepassing op de onderschrijving in vrije dienstverrichting van overeenkomsten behorend tot de takken « niet-leven ». »

Art. 9. In hetzelfde koninklijk besluit wordt het volgend opschrift ingevoegd tussen het opschrift van de Afdeling II en artikel 32 :

« Onderafdeling I. — Regels van toepassing op de dekking van risico's, andere dan grote risico's. »

Art. 10. Artikel 32 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 32. § 1. Een onderneming uit de Gemeenschap mag geen in België gelegen risico's, andere dan grote risico's, in vrije dienstverrichting dekken, die behoren tot een tak waarvoor zij in haar Staat van vestiging geen toelating heeft. »

§ 2. Een onderneming uit de Gemeenschap die over een vestiging in België beschikt, mag geen in België gelegen risico's, andere dan grote risico's, in vrije dienstverrichting dekken, die behoren tot een tak waarvoor de Belgische vestiging reeds een toelating heeft. »

Art. 11. Artikel 33, lid 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De artikelen 12 § 3, 15 § 3, 21 § 1, leden 1, 2 en 4, 22 § 2, 23 en 27 van de wet zijn niet van toepassing op de in deze onderafdeling bedoelde activiteit. Bovendien worden voor die activiteit de bepalingen van artikel 26, § 2 van de wet vervangen door de bepalingen van het volgend lid. »

Art. 12. § 1. Artikel 34, § 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een 4^o, dat luidt als volgt :

« 4^o voor zover de aanvraag slaat op de uitoefening van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen :

— het bewijs van lidmaatschap van het Bureau en het Gemeenschappelijk Waarborgfonds, bedoeld in de artikelen 49 en 50 van de wet;

— de naam en het adres van de vertegenwoordiger, aangeduid overeenkomstig artikel 34bis van dit besluit. »

§ 2. Artikel 34 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een § 3, die luidt als volgt :

« § 3. Elke wijziging aan de in § 1, 3^o en 4^o bedoelde gegevens moet aan de Controledienst worden meegedeeld. »

Art. 13. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 34bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 34bis. § 1. De ondernemingen die de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen uitoefenen dienen een vertegenwoordiger aan te wijzen die zijn woon- of verblijfplaats in België heeft. Hij vergaart alle nodige informatie met betrekking tot de schadedossiers. Hij beschikt over voldoende bevoegdheid om de onderneming te vertegenwoordigen tegenover personen die schade hebben geleden en een schadevergoeding kunnen eisen en om de hieruit voortvloeiende vergoeding uit te betalen. Hij beschikt eveneens over voldoende bevoegdheid om de onderneming voor de Belgische rechtbanken en overheden met betrekking tot de voornoemde vorderingen te vertegenwoordigen of zo nodig te laten vertegenwoordigen. »

De vertegenwoordiger beschikt ook over de bevoegdheid om de onderneming te vertegenwoordigen bij de Belgische bevoegde overheden voor de controle op het bestaan en de geldigheid van de overeenkomsten betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

De vertegenwoordiger mag zich namens de onderneming die hem heeft aangesteld niet bezig houden met het rechtstreekse verzekeringsbedrijf.

2° un certificat délivré par les autorités compétentes du pays de l'établissement indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant qu'il n'existe pas d'objections à ce que l'entreprise exerce l'activité pour laquelle l'agrément est demandé;

3° un programme relatif aux activités projetées en Belgique contenant les indications sur :

- la nature des risques que l'entreprise se propose de garantir;
- les conditions générales et spéciales des contrats d'assurances qu'elle se propose d'utiliser;
- les tarifs et les bases techniques qu'elle envisage d'appliquer, pour chaque catégorie d'opérations;
- les formulaires et autres imprimés qu'elle a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs.

§ 2. Les indications et documents visés au § 1er, 3° doivent être formulés au moins dans la langue imposée par la loi ou le décret ou à défaut, au moins dans une des langues officielles de la Belgique.

§ 3. Toute modification aux indications visées au § 1er, 3° doit être communiquée à l'Office.

Sous-section II. — Règles applicables à la libre prestation de services passive

Art. 41. § 1er. Une entreprise communautaire ne peut pas couvrir en libre prestation de services passive des risques situés en Belgique relevant d'une branche pour laquelle elle n'est pas agréée dans son Etat d'établissement.

§ 2. Une entreprise communautaire ne peut pas souscrire en libre prestation de services passive des contrats d'assurance de groupe relatifs à des risques situés en Belgique, conclus en vertu d'un contrat de travail ou de l'activité professionnelle de l'assuré.

Art. 42. Les articles 3 § 1er, alinéa 1er, 12 § 3, 14 § 2, 15 § 3, 16, 20 § 1er, 21 § 1er, alinéas 1er, 2 et 4, 22 § 2, 23, 26 § 2, 27 et 40bis de la loi ne sont pas applicables à la libre prestation de services passive.

Art. 43. L'entreprise qui se propose d'exercer les activités visées à la présente sous-section doit communiquer à l'Office :

1° les certificats suivants :

- un certificat délivré par les autorités compétentes du pays du siège social attestant que l'entreprise intéressée dispose pour l'ensemble de ses activités du minimum de la marge de solvabilité conformément aux articles 17, 18 et 19 du présent arrêté et que l'agrément lui permet de travailler en dehors du pays de l'établissement;
- un certificat délivré par les autorités compétentes du pays de l'établissement indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant qu'il n'existe pas d'objections à ce que l'entreprise effectue une activité en prestation de services;

2° la nature des risques qu'elle se propose d'assurer en Belgique.

Toute modification aux indications visées à l'alinéa 1er, 2° doit être communiquée à l'Office.

Art. 44. L'entreprise peut commencer son activité à partir de la date certifiée à laquelle l'Office est en possession des documents visés à l'article 43 du présent arrêté.

La date de l'accusé de réception ou celle du récépissé délivré lors du dépôt du dossier complet valent « date certifiée ».

Art. 45. Avant de souscrire un contrat en libre prestation de services passive, l'entreprise d'assurances fait signer au preneur d'assurance la déclaration suivante :

« Je prends acte que (nom de l'assureur) est établi en (Etat membre d'établissement de l'assureur) et je suis conscient que la surveillance de cet assureur relève de la responsabilité des autorités de contrôle (Etat membre d'établissement de l'assureur) et non pas de la responsabilité des autorités belges. »

Art. 19. Les articles 38 à 49 du même arrêté royal deviennent respectivement les articles 46 à 57.

Art. 20. Les articles 1er, 2, 3, 4 § 1er, § 2 et § 4, 5, 6, 7 § 1er, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 19 produisent leur effet le 20 novembre 1992 et les articles 4 § 3, 7 § 2 et 18 entrent en vigueur le 20 mai 1993.

2° een attest afgeleverd door de bevoegde overheden van het land van de vestiging waarbij de takken worden aangeduid, die de betrokken onderneming gemachtigd is uit te oefenen en waarbij bevestigd wordt dat er geen bezwaren zijn ten aanzien van het uitoefenen door de onderneming van de activiteit waarvoor de toelating wordt gevraagd;

3° een programma van de in België geplande activiteiten met inlichtingen over :

- de aard van de risico's die de onderneming voornemens is te dekken;
- de algemene en speciale voorwaarden van de verzekeringsovereenkomsten die ze voornemens is te gebruiken;
- de tarieven en de technische grondslagen die ze van plan is toe te passen voor elke categorie van verrichtingen;
- de formulieren en andere gedrukte documenten die ze in haar relaties met de verzekeringnemers wil gebruiken.

§ 2. De in de § 1, 3°, bedoelde inlichtingen en bescheiden dienen minstens in de taal te worden gesteld die bij wet of decreet wordt opgelegd, of bij onstentenis hiervan minstens in één van de officiële talen van België.

§ 3. Elke wijziging aan de in § 1, 3° bedoelde inlichtingen moet aan de Controledienst worden meegedeeld.

Onderafdeling II. — Regels van toepassing op de passieve vrije dienstverrichting

Art. 41. § 1. Een onderneming uit de Gemeenschap mag geen in België gelegen risico's in passieve vrije dienstverrichting dekken, die behoren tot een tak waarvoor zij in de Staat van vestiging geen toelating heeft.

§ 2. Een onderneming uit de Gemeenschap mag geen groepsverzekeringsovereenkomsten met betrekking tot in België gelegen risico's in passieve vrije dienstverrichting onderschrijven, die gesloten worden op grond van een arbeidsovereenkomst of van de beroepsactiviteit van de verzekerde.

Art. 42. De artikelen 3 § 1, lid 1, 12 § 3, 14 § 2, 15 § 3, 16, 20 § 1, 21 § 1, leden 1, 2 en 4, 22 § 2, 23, 26 § 2, 27 en 40bis van de wet zijn niet van toepassing op de passieve vrije dienstverrichting.

Art. 43. De onderneming die voornemens is de in deze onderafdeling bedoelde werkzaamheden uit te oefenen, moet aan de Controledienst kennis geven van :

1° de volgende attesten :

- een attest afgeleverd door de bevoegde overheden van het land van de maatschappelijke zetel en waarbij bevestigd wordt dat de betrokken onderneming voor het geheel van haar activiteiten over de minimum solvabiliteitsmarge beschikt overeenkomstig de artikelen 17, 18 en 19 van dit besluit en dat de toelating haar in staat stelt om buiten het land van de vestiging werkzaam te zijn;
- een attest afgeleverd door de bevoegde overheden van het land van de vestiging waarbij de takken worden aangeduid, die de betrokken onderneming gemachtigd is uit te oefenen en waarbij bevestigd wordt dat er geen bezwaren zijn ten aanzien van het uitoefenen door de onderneming van een activiteit in het kader van de dienstverrichting.

2° de aard van de risico's die ze voornemens is in België te verzekeren.

Elke wijziging aan de in lid 1, 2° bedoelde gegevens moet aan de Controledienst worden meegedeeld.

Art. 44. De onderneming kan haar werkzaamheden aanvangen vanaf de officieel bevestigde datum waarop de Controledienst in het bezit is van de in artikel 43 van dit besluit bedoelde documenten.

De datum van de ontvangstmelding of die van het ontvangstbewijs bij de neerlegging van het volledige dossier geldt als de « officieel bevestigde datum ».

Art. 45. Alvorens een verzekeringsovereenkomst in passieve vrije dienstverrichting te onderschrijven, doet de verzekeringsonderneming de volgende verklaring ondertekenen door de verzekeringnemer :

« Ik heb er nota van genomen dat (naam van de verzekeraar) gevestigd is in (lid-Staat van vestiging van de verzekeraar) en ben er mij van bewust dat het toezicht op deze verzekeraar onder de verantwoordelijkheid valt van de toezichhoudende overheden van (lid-Staat van vestiging van de verzekeraar) en niet onder die van de Belgische toezichhoudende overheden. »

Art. 19. De artikelen 38 tot en met 49 van hetzelfde koninklijk besluit worden respectievelijk de artikelen 46 tot en met 57.

Art. 20. De artikelen 1, 2, 3, 4 § 1, § 2 en § 4, 5, 6, 7 § 1, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 en 19 hebben uitwerking met ingang van 20 november 1992 en de artikelen 4 § 3, 7 § 2 en 18 treden in werking op 20 mei 1993.

Art. 21. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent article.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

Art. 21. Onze Minister van Economische Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET

F. 93 — 396

15 JANVIER 1993. — Arrêté ministériel fixant pour l'année 1993 la date du début de l'épreuve relative à l'inscription au registre des mandataires agréés tel que prévu à l'article 60, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, notamment les articles 61 et 62;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention, dans son texte actuel, notamment les articles 10 et 23;

Arrête :

Article 1^{er}. L'épreuve prévue à l'article 60, § 1^{er}, 7^o de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention débute le 15 juin 1993 pour l'année 1993.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 janvier 1993.

M. WATHELET

Programme de l'épreuve prévue à l'article 60, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention

L'assemblée des sections réunies de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'inventions,

Vu la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, notamment les articles 61 et 62;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention, dans son texte actuel, notamment l'article 10;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 89/48 du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée de trois ans,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme de l'épreuve prévue à l'article 60, § 1^{er}, 7^o, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention est le suivant pour 1993 :

1. Les dispositions en vigueur à la date de l'épreuve :

— la Convention pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883 et approuvée par la loi du 5 juillet 1884, y compris chacun de ses Actes révisés ratifiés par la Belgique;

— le Traité de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1970 et approuvé par la loi du 8 juillet 1977;

— la Convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973 et approuvée par la loi du 8 juillet 1977.

N. 93 — 396

15 JANUARI 1993. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de datum van begin van het examen voor inschrijving in het register van erkende gemachtigden bedoeld in artikel 60, § 1, 7^o, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien voor het jaar 1993

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, inzonderheid de artikelen 61 en 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1988, betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, in zijn huidige tekst, inzonderheid op de artikelen 10 en 23;

Besluit :

Artikel 1. Het examen bedoeld in artikel 60, § 1, 7^o van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien begint op 15 juni 1993 voor het jaar 1993.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 januari 1993.

M. WATHELET

Programma van het examen bedoeld in artikel 60, § 1, 7^o, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien

De gemeenschappelijke vergadering van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien,

Gelet op de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, inzonderheid op de artikelen 61 en 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, in zijn huidige tekst, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de Richtlijn 89/48 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hogere onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten,

Besluit :

Artikel 1. Het programma van het examen bedoeld in artikel 60, § 1, 7^o, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien wordt voor 1993 als volgt vastgesteld :

1. De op datum van het af te leggen examen in voege zijnde bepalingen :

— het Verdrag tot bescherming van de industriële eigendom ondertekend te Parijs op 20 maart 1883 en goedgekeurd bij de wet van 5 juli 1884, inbegrepen iedere herzieningsakte die door België werd bekrachtigd;

— het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien, opgemaakt te Washington op 19 juni 1970 en goedgekeurd door de wet van 8 juli 1977;

— het Verdrag inzake de verlening van Europese octrooien, opgemaakt te München op 5 oktober 1973 en goedgekeurd bij de wet van 8 juli 1977.